La monarchie et l'environnement en Alsace et au Canada sous l'Ancien Régime

L'eau, politiques et représentations

Benjamin Furst

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/alsace/3541>

DOI : 10.4000/alsace.3541

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 15 novembre 2018

Pagination : 443-454

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Benjamin Furst, « La monarchie et l'environnement en Alsace et au Canada sous l'Ancien Régime », *Revue d'Alsace* [En ligne], 144 | 2018, mis en ligne le 17 mai 2019, consulté le 15 septembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/3541> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/alsace.3541>

La monarchie et l'environnement en Alsace et au Canada sous l'Ancien Régime

L'eau, politiques et représentations¹

443

Benjamin Furst

En France, le XVII^e siècle est marqué par deux phénomènes qui concourent à modifier les rapports entre l'État et le territoire. Le premier est l'expansion des frontières du royaume, motivée par des considérations politiques et stratégiques en métropole, doublées d'un intérêt économique outre-mer. Le second est la participation grandissante de l'État aux aménagements hydrauliques, tels que la création de voies navigables et l'assèchement des marais. Ce mouvement de valorisation de l'hydrographie vise à répondre aux impératifs de la monarchie française à l'échelle du royaume, c'est-à-dire garantir sa puissance en développant son économie et en protégeant son territoire. Partant de ce constat, et à partir des exemples du Canada et de l'Alsace, la thèse s'interroge sur le rôle des questions environnementales dans les moyens d'appropriation des territoires que la monarchie agrège au royaume en Europe et outre-Atlantique. En d'autres termes, en quoi les cours d'eau, les atouts qu'ils représentent et les contraintes qu'ils imposent, participent-ils de l'intégration de ces territoires ?

1. Thèse en cotutelle (UHA/Université de Montréal) soutenue le 20 juin 2017 devant un jury composé de Michèle Dagenais (Université de Montréal), Catherine Desbarats, (McGill University), Dominique Deslandres, (Université de Montréal, directrice de thèse), Isabelle Laboulais (Université de Strasbourg), Stéphane Durand, (Université d'Avignon) et Alain J. Lemaître (UHA, directeur de thèse).

Pour comprendre les objectifs qui motivent l'action publique, et éclairer à la fois les discours et les actions qu'ils suscitent de la part des différents niveaux du pouvoir royal, une attention particulière a été portée aux sources produites par le gouvernement de la monarchie et ses relais. La multiplicité des enjeux et des mesures liés aux cours d'eau sous l'Ancien Régime se répercute sur la diversité des documents, et de leurs auteurs : textes normatifs, sources administratives (mémoires, cartes, devis et états financiers), correspondance entre les différents services centraux et provinciaux qui permettent de saisir les politiques et les représentations du pouvoir royal. La thèse entend ainsi enrichir la réflexion sur le développement de la monarchie administrative d'Ancien Régime en prêtant une attention particulière aux modalités d'appropriation du territoire qui s'appuient sur le réseau hydrographique.

Une histoire environnementale de la monarchie

Pour ce faire, elle intègre dans la réflexion l'environnement, compris comme l'ensemble des relations entre les hommes et le milieu physique dans un contexte de co-construction permanente et réciproque. Elle met ainsi à profit les apports récents de l'histoire environnementale qui a renouvelé les études sur les interactions homme-milieu en reconnaissant à ce dernier une part active dans les processus historiques². Au sein de ces études environnementales, l'eau fait figure d'objet privilégié. Le concept d'hydro-histoire, qui envisage la gestion de l'eau au-delà des simples questions techniques pour interroger « la façon dont s'organisent les rapports sociaux autour de l'eau³ » analyse les modalités d'appropriation du territoire à la lumière des interactions entre les pouvoirs publics, les populations et le milieu. Conjugée à l'histoire comparée, cette hydro-histoire permet d'identifier la diversité et les points communs des efforts mis en œuvre par la monarchie pour s'approprier et administrer les territoires qui composent le royaume à travers la gestion des cours d'eau, tout en dépassant la traditionnelle dichotomie entre provinces métropolitaines et colonies ultramarines. En

2. Roderick NASH, « American Environmental History: A New Teaching Frontier », *Pacific Historical Review*, n°41, 3/1972, p. 362-372.

3. Patrick FOURNIER, « Les leçons d'une hydro-histoire : quelques pistes de réflexion », *Siècles. Cahiers du Centre d'histoire « Espaces et Cultures »*, n°42, 2015, p. 9.

considérant les modalités de la gestion de l'eau dans leur diversité, elle révèle les mécanismes politiques et sociaux à l'œuvre, qui dépendent des contraintes matérielles et techniques, mais aussi des représentations et des usages de la monarchie et des populations riveraines. Elle permet de mesurer et d'expliquer le décalage entre les principes généraux qui régissent la politique du gouvernement de la monarchie et les mesures permettant leur application sur le terrain, dans un contexte d'agrégation de nouveaux territoires au royaume.

L'expansion de l'espace français aux XVII^e et XVIII^e siècles

Le rattachement de l'Alsace à la France à partir de 1648 d'une part, la reprise en main et le développement du Canada après 1663 d'autre part, s'inscrivent dans un processus global d'expansion de l'espace français en métropole et outre-mer amorcé dès le début du XVII^e siècle, mais particulièrement actif durant le règne personnel de Louis XIV. Dans les étapes qui ont jalonné l'évolution de ces territoires, leur définition et l'affirmation de la souveraineté française face aux autres puissances, les cours d'eau occupent une place inégale. En Alsace, le statut particulier du Rhin, qui devient de fait un espace frontière entre la France et l'Empire, est pris en compte dès le traité de Münster qui garantit la liberté d'usage et de circulation. Cette clause continue de figurer dans tous les traités qui évoquent la frontière entre l'Alsace et l'Empire aux XVII^e et XVIII^e siècles, même si elle ne s'applique que très partiellement. Pour autant, le Rhin n'est jamais défini explicitement comme la limite entre la France et l'Empire, demeurant un espace frontière de fait, conséquence des ultimes échanges territoriaux entre les deux puissances au traité de Ryswick (1697). Il en va de même le long de la frontière nord de la province, où la question des bailliages contestés demeure en suspens tout au long de la période. Au Canada, en dépit du rôle prédominant des rivières dans la pénétration du territoire, les tractations diplomatiques entre Français, Amérindiens et Anglais n'impliquent pas de dispositions propres aux cours d'eau. Même lorsque les territoires coloniaux français et anglais sont au contact l'un de l'autre, ils sont séparés par une frontière floue plutôt que par une limite linéaire. Cependant, quels que soient les liens

entre les cours d'eau et le tracé de la frontière, l'intégration de l'Alsace et du Canada au royaume ne passe pas seulement par la définition plus ou moins précise de leurs limites.

Un personnel administratif au service de la connaissance du territoire

446

Celle-ci ne constitue en effet qu'une étape de l'appropriation d'un territoire. L'affirmation de la souveraineté royale implique également de l'administrer, nécessitant l'instauration d'un personnel spécifique et une fine connaissance du milieu comme des populations. Ainsi, l'expansion de l'espace français s'est accompagnée de la mise en place, par le pouvoir royal, d'hommes et d'institutions destinés à administrer sur place les nouveaux territoires, à y défendre les intérêts du roi et à relayer son autorité et celle de l'État auprès des populations qui y vivent. En Alsace comme au Canada, ces administrateurs sont les principaux producteurs de descriptions de ces nouveaux territoires et de leurs enjeux. S'ajoutant aux récits d'observateurs de passage, ils participent à la constitution d'un savoir administratif complété par les cartes. En effet, l'administration des colonies ou des provinces, nécessite d'avoir accès à des descriptions précises du territoire pour pallier la méconnaissance ou l'éloignement. La constitution d'un savoir administratif et sa diffusion sont donc essentielles. Les synthèses générales sur la colonie ou la province informent sur l'état du territoire, son organisation et ses enjeux. Elles intègrent toujours, mais avec des degrés de précision divers, le milieu physique et notamment le réseau hydrographique. La mise en regard de ces documents permet d'observer l'appropriation progressive du territoire et surtout du milieu naturel : au Canada comme en Alsace, les descriptions des rivières au XVIII^e siècle sont plus précises et plus complètes qu'au XVII^e siècle, comme en témoignent le nombre grandissant d'hydronymes mentionnés et de cours d'eau dépeints.

À travers cette description, les grands axes de développement du territoire se dessinent, analogues de part et d'autre de l'Atlantique. Les rivières sont porteuses d'enjeux économiques, d'une part : comme voies de communication, elles sont indispensables au commerce, mais elles présentent également d'autres défis, notamment à travers les crues réquerant des solutions techniques pour s'en prémunir. Elles sont aussi le

support d'une économie locale qui profite de leurs ressources halieutiques et hydrauliques. Enjeux militaires d'autre part : le cours d'eau peut constituer une barrière et une frontière, nécessitant des fortifications dont il sert de support ; en tant qu'axe de circulation, il est un moyen d'aller faire la guerre. Il suscite ainsi une intervention matérielle, mais surtout une action administrative, qui se traduit par l'établissement d'une réglementation des usages et la mise en œuvre de mesures, parfois coercitives.

Une politique générale : *l'ordonnance sur le fait des Eaux et Forêts*

Au niveau central, l'établissement de cette réglementation participe d'un long processus d'élaboration d'un droit de l'eau qui remonte au Moyen Âge et qui traduit le rôle de plus en plus important de la monarchie dans l'administration et la gestion des rivières. À ce titre, *l'ordonnance sur le fait des Eaux et Forêts* (1669), en particulier les articles rattachant les rivières navigables au domaine de la Couronne, marquent un paroxysme dans la réglementation fluviale sous l'Ancien Régime. S'inscrivant dans une dynamique de rationalisation de nombreux domaines juridiques, la portée générale et l'ambition d'exhaustivité de l'ordonnance auraient pu en faire un texte fixant dans la durée l'administration forestière et fluviale. Dans les faits, son application est inégale à la fois dans le temps et dans l'espace.

En Alsace comme au Canada, l'ordonnance a en effet peu de conséquences sur la gestion des rivières. En Nouvelle-France, à l'absence d'administration des Eaux et Forêts s'ajoutent un vide juridique quant à l'application de l'ordonnance – faute de promulgation – et le pragmatisme du pouvoir royal qui concède volontiers les droits de pêche aux seigneurs sans instaurer aucune mesure de conservation. En Alsace, la création tardive des maîtrises (1694) et la réduction rapide de leur ressort aux seules forêts royales (1700) nuisent également à la portée du texte. Le faible nombre de mentions de questions liées à l'eau dans les archives confirme qu'il s'agit dans la province d'une ordonnance essentiellement forestière. Cette primauté de la forêt et la nécessité de composer avec les modes d'organisation locaux – le régime seigneurial au Canada, les privilèges des seigneurs et communautés en Alsace – limitent

le rôle de l'ordonnance dont la seule mesure réellement significative est l'appropriation par l'État des rivières navigables et flottables. Ailleurs, les compromis et adaptations auxquels le pouvoir royal consent limitent l'efficacité de l'administration instaurée par le texte, et par extension, l'emprise effective sur le territoire qu'elle aurait permis.

Les enjeux stratégiques du réseau hydrographique

448

Il faut donc se tourner vers les autres agents du pouvoir royal, et notamment les militaires, pour trouver une trace de l'ingérence effective de la monarchie dans la gestion des cours d'eau d'Alsace et du Canada. Les hydrographies rhénane et laurentienne posent en effet des enjeux géostratégiques rapidement identifiés : certains cours d'eau constituent des voies de passage ou de circulation dont les caractéristiques facilitent l'accès des ennemis au territoire français. Face à cette menace, les administrateurs et les militaires français apportent une réponse similaire dans les deux espaces, consistant à verrouiller ces accès et à contrôler la circulation.

La temporalité diffère cependant. Au Canada, elle s'étend sur le temps long du Régime français, le réseau défensif étant développé à mesure de l'évolution du contexte diplomatique avec les Amérindiens et les Anglais. Au XVII^e siècle, il s'agit de barrer la route aux Iroquois en érigeant des forts de bois capables de résister aux raids le long de la rivière Richelieu et du haut Saint-Laurent. Au XVIII^e siècle, un nouveau réseau de fortifications se construit progressivement pour faire face aux prétentions territoriales des Anglais, les dernières places étant créées dans l'urgence en 1758-1759. L'emplacement et l'architecture des forts s'adaptent aux armes de siège européennes et à la situation géopolitique franco-anglaise, expliquant leur importante présence dans la région du lac Champlain, zone de contact des deux colonies, et l'attention particulière accordée à Québec, que menacent des attaques par la mer. En Alsace, les nécessités conjointes de contrôler les accès à la province et de garantir le passage des armées françaises vers l'Empire conditionnent largement la politique militaire et l'implantation des fortifications sur le temps court du dernier quart du XVII^e siècle, quand l'Alsace est un enjeu et un théâtre d'opérations des guerres avec l'Empire. Dans ce contexte, le Rhin et la frontière nord constituent des zones sensibles. Trois places créées *ex nihilo*,

Huningue, Fort-Louis et Neuf-Brisach, doivent garantir la mainmise de la France sur le passage du fleuve. La prise de Strasbourg, les lignes fortifiées et les redoutes du Rhin répondent aux mêmes impératifs.

De part et d'autre de l'Atlantique, la politique de fortification atteste d'une appropriation du territoire à deux niveaux. Sur le plan des représentations, elle témoigne d'une connaissance précise et d'une compréhension du milieu, des dynamiques environnementales et de leurs enjeux pour la protection de la province ou de la colonie. Elle met ainsi en lumière l'approche pragmatique des ingénieurs, des militaires et des administrateurs, capables de s'adapter aux contraintes et aux opportunités qu'offrent la topographie et l'hydrographie. Sur le plan matériel, cette politique permet à l'État monarchique d'affirmer sa souveraineté face à des puissances concurrentes grâce à des infrastructures militaires dont la forme et la fonction visent à garantir la possession territoriale.

Pratiques et aménagements militaires des cours d'eau

À cette première forme de prise en compte de l'environnement dans les stratégies militaires vient s'ajouter une seconde, caractérisée par des interactions directes avec l'eau elle-même comme support de pratiques défensives ou offensives, qui se manifestent de manière différente au Canada et en Alsace. Dans la province, les moyens consentis par la monarchie permettent d'aménager l'hydrographie pour répondre aux besoins stratégiques : dès la fin du XVII^e siècle, ingénieurs et administrateurs érigent des lignes fortifiées qui s'appuient sur les cours d'eau de Basse-Alsace, installent des systèmes d'inondations défensives, font creuser des canaux destinés à acheminer les matériaux, les munitions et les troupes nécessaires à la création et au soutien des places. L'impact de la politique militaire de la France marque ainsi durablement le territoire en modifiant à la fois le paysage et les dynamiques de certains cours d'eau. Dans la colonie, la faiblesse des moyens humains, financiers et matériels limite drastiquement les possibilités d'aménagement des cours d'eau et oblige le pouvoir royal à modifier ses pratiques pour utiliser le réseau hydrographique. La navigation essentielle aux entreprises militaires contre les Iroquois, et dans une moindre mesure, contre les Anglais, tire surtout parti de la manœuvrabilité et de la légèreté des canots d'écorce

amérindiens. Les Français sont ainsi poussés à adapter leur manière de faire la guerre aux caractéristiques physiques du milieu, mais aussi à emprunter les usages autochtones facilitant cette adaptation.

Les dissemblances entre l'Alsace et le Canada le montrent toutefois, la politique de fortification n'est uniforme ni dans le temps ni dans l'espace. Des différences de milieu, d'enjeux et de moyens justifient les contrastes entre la colonie et la province. Le statut des territoires et l'éloignement de la Nouvelle-France expliquent l'implication plus marquée du pouvoir royal en Alsace, encore renforcée par le rôle des ingénieurs militaires qui, sous la supervision de Vauban, y sont particulièrement actifs. Les moyens humains et financiers à disposition des agents de la monarchie et la participation directe du pouvoir central à l'élaboration de la politique défensive de la province expliquent la capacité à y réaliser des aménagements hydrauliques importants, quand la distance, l'absence de fonds et la rareté de la main-d'œuvre militaire et civile compliquent la concrétisation des travaux en Nouvelle-France. Le décalage est aussi marqué entre la conception des projets et leur réalisation : les entreprises doivent régulièrement être adaptées au contexte, quitte à renoncer à des aménagements trop onéreux ou trop ambitieux.

Quoi qu'il en soit, la militarisation de l'environnement hydrique porte ses fruits : l'intégrité du royaume est maintenue bien après la fin de l'Ancien Régime en Alsace, et les forts canadiens tiennent les Anglais en échec jusqu'en 1759. Les conséquences pour les populations sont aussi importantes : forteresses, redoutes et canaux rendent visible et pesante l'action du pouvoir royal dans la province en modifiant son paysage et en affirmant la domination de la France. Les politiques militaires ont ainsi un impact sur le gouvernement des populations, qui peuvent être mobilisées pour des opérations ou qui subissent indirectement les conséquences des aménagements. Cette dimension est d'ailleurs mise à profit dans la réflexion des ingénieurs militaires. Les enjeux stratégiques qui président aux travaux hydrauliques sont, si possible, doublés d'un objectif économique avec la même conséquence en Alsace et au Canada. Ce dernier se concrétise rarement, mais les fonctions civiles envisagées pour des canaux ou des forts dans l'esprit des administrateurs et des ingénieurs attestent de la relation étroite entre les deux garants de la puissance du royaume : la sécurité du territoire en temps de guerre, son développement économique en période de paix.

Le pouvoir royal et la navigation civile

En dépit de l'échec relatif de la valorisation des canaux militaires, ceux-ci s'inscrivent dans une politique économique visant à multiplier les voies navigables, et plus largement, à soutenir et encadrer la navigation civile. Le mercantilisme colbertien, qui compte sur le développement de la puissance économique du royaume à travers le contrôle du commerce extérieur et la stimulation des échanges intérieurs, incite en effet le pouvoir royal à s'intéresser à l'hydrographie comme support de la circulation, marquant une nouvelle étape de l'appropriation de l'environnement.

451

Dans les deux territoires, le développement du réseau navigable, la facilitation de la mobilité sur les voies existantes et le contrôle de la circulation sont autant d'objectifs communs imposés par les caractéristiques des rivières et du milieu en général. Les mesures effectives adoptées par le pouvoir royal et ses représentants peuvent toutefois diverger. Les projets d'extension des voies navigables par la création ou l'aménagement de cours d'eau sont ainsi plus nombreux en Alsace qu'au Canada, où la navigabilité du Saint-Laurent et le faible développement de la colonie les rendent inutiles ou irréalisables. Dans chacun des territoires, deux contrastes se dessinent. Le premier est lié au fait que la plupart des efforts sont consacrés au Rhin et au Saint-Laurent, où confluent les échanges économiques : la cartographie et la formation de pilotes au Canada, la défense des intérêts des bateliers français en Alsace et, dans les deux territoires, le contrôle des échanges pour limiter la contrebande. Le second contraste est celui qui existe entre un territoire idéalisé et la réalité matérielle. De fait, en matière de soutien à la navigation, le pouvoir royal n'a pas les moyens de son ambition, puisque les mesures les plus coûteuses, celles qui permettraient l'extension du réseau navigable, sont toutes abandonnées à divers stades. Si les projets existent bel et bien et produisent d'ailleurs une représentation du territoire qui se transmet entre administrateurs successifs, ils se heurtent systématiquement aux réalités environnementales et aux difficultés politiques, économiques ou techniques qui en découlent. Ces obstacles conduisent toujours le pouvoir royal à renoncer aux ouvrages envisagés.

Dans tous les cas, l'implication de l'État monarchique dans les questions de circulation fluviale lui permet de s'imposer comme acteur légitime de la gestion des rivières. Malgré des résultats limités,

les populations et les pouvoirs locaux prennent d'ailleurs rapidement conscience de ce fait, en sollicitant parfois le roi et ses représentants pour défendre leurs intérêts ou soutenir leurs entreprises.

Encadrement et aménagements locaux

452

Un tel constat est d'autant plus visible dans la gestion des cours d'eau au niveau local. En défendant les intérêts des riverains, en soutenant la mise en valeur du réseau hydrographique, en s'impliquant dans la résolution des conflits d'usage ou encore en mobilisant hommes et ressources à l'échelle de la province pour réaliser des aménagements de grande ampleur, mais indispensables à la conservation des rivières, la monarchie contribue à transformer les enjeux de la gestion des cours d'eau, quel que soit le degré de son implication.

Les formes de l'appui de la Couronne et des administrateurs aux activités économiques tirant parti de la rivière – la pêche et les moulins à eau – et de l'encadrement des pratiques et des aménagements des cours d'eau en Alsace et au Canada divergent. Dans la colonie laurentienne, la nécessité de développer et de valoriser le territoire incite le pouvoir royal à encourager les entreprises commerciales, mais le faible nombre d'habitants et d'aménagements limite la fréquence des interventions de l'administration pour réguler les pratiques et conserver les cours d'eau. En Alsace, à l'inverse, la densité du peuplement et la quantité d'infrastructures hydrauliques rendent inutile une politique de grande ampleur pour développer l'économie des cours d'eau. En revanche, la forte pression des populations sur l'hydrographie justifie l'ingérence de l'État dans l'arbitrage des contentieux et la supervision des aménagements, que ce soit pour garantir ses propres intérêts, la coexistence d'usages contradictoires ou la protection contre les inondations. Ces décalages sont le résultat d'une adaptation aux enjeux et aux contraintes du milieu, mais aussi de compromis et de collaborations avec les populations locales, dont le rapport à l'environnement est conditionné par des pratiques et des représentations parfois incompatibles avec celles de la monarchie. Malgré ces adaptations, l'intervention du pouvoir royal et de ses représentants se renforce tout au long du XVIII^e siècle et permet un changement d'échelle de la gouvernance des cours d'eau. Ainsi, les questions qui, auparavant, étaient gérées au niveau local et prenaient uniquement en compte l'intérêt des riverains sont désormais traitées dans une perspective

plus large, celle de l'intérêt de la province ou de la colonie, et donc du royaume. Administrée par l'État monarchique, l'hydrographie est ainsi pensée comme enjeu du développement du territoire au-delà et en dépit d'usages contradictoires et des compromis indispensables. De fait, lorsque les agents du pouvoir royal justifient leur action, ils le font au nom de « l'utilité publique » ou du « bien général ».

Conclusion

453

La gestion des réseaux hydrographiques se révèle ainsi comme outil de gouvernement des populations autant que de mise en valeur de l'espace pour garantir les intérêts, et donc la puissance du royaume. Par ses fonctions judiciaires, administratives et techniques, et par sa capacité à mobiliser des compétences, des hommes et des ressources au service de l'administration et de l'aménagement de l'hydrographie, le pouvoir royal s'impose comme acteur incontournable de la gestion des cours d'eau, et par extension, il affirme son autorité sur le territoire et sur les populations. L'analyse des sources produites par et pour l'État monarchique a permis d'apprécier la disparité des mesures et des discours que les cours d'eau suscitent. Le processus de centralisation politique et administrative mis en avant par l'historiographie de l'État d'Ancien Régime se trouve ainsi nuancé grâce à l'hydro-histoire comparée. Cette dernière confirme que les objectifs politiques, économiques et militaires du pouvoir central répondent d'une part à des logiques parfois incompatibles entre elles. D'autre part, les accommodements juridiques et administratifs consentis pour tenir compte des populations et des autorités locales se doublent d'une adaptation à l'environnement qui impose des choix et des compromis. En cela, l'une des idées maîtresses de l'histoire environnementale, à savoir le processus de co-construction des relations homme-milieu, se révèle pertinente, dans la mesure où elle invite à considérer les reconfigurations constantes des diverses interactions entre les sociétés et leur territoire. L'intégration du Canada et de l'Alsace au royaume a ainsi permis d'étudier les conséquences de l'arrivée d'un nouvel acteur, l'État monarchique, dans ce processus de co-construction, conduisant à de nouvelles interactions issues de besoins et d'objectifs plus ou moins compatibles avec l'environnement hydrique.

La thèse met donc en lumière l'importance de l'environnement dans les mécanismes de l'appropriation du territoire, capitale dans le cas d'espaces récemment rattachés au royaume. Le gouvernement de la monarchie participe à l'affirmation de l'État comme acteur de la gestion des cours d'eau. Elle montre toutefois que ce sont surtout les représentants du pouvoir royal dans la province et dans la colonie qui contribuent à légitimer l'action de la monarchie et à asseoir l'autorité du roi par l'encadrement des pratiques et des aménagements des cours d'eau. Les populations ne sont pas pour autant privées de leur capacité d'action. Celle-ci se retrouve simplement subordonnée à l'approbation d'un nouveau niveau d'autorité, celle du roi ou de ses représentants, qui s'érige en garant de l'intérêt général. Conjugée à l'histoire environnementale, l'approche comparée révèle également le caractère protéiforme de l'action du pouvoir royal, et permet de distinguer les accommodements locaux de ce qui relève d'une politique menée à l'échelle du royaume. Elle révèle ainsi le décalage entre l'environnement perçu, sur lesquels se fondent les politiques générales et les grands projets d'aménagement envisagés par les administrateurs et les ingénieurs, nourris par les descriptions des mémoires et les théories économiques et architecturales, et l'environnement réel, où les caractéristiques de chaque milieu et les intérêts parfois contradictoires des différents acteurs viennent contrarier les desseins de la monarchie. Cette dichotomie perdure pendant toute la période à l'étude. Elle se révèle dans le contraste entre la rhétorique des administrateurs d'une part, qui continuent de proposer une hydrographie idéale, aménagée ou aménageable pour répondre à tous les besoins militaires et économiques du royaume, et leur action d'autre part, qui compose avec les impératifs matériels, techniques, géopolitiques et environnementaux pour ménager les intérêts locaux tout en garantissant la pérennité de la souveraineté française sur les territoires dont ils ont la charge.